

# Aucun Etat n'était «prêt» pour l'adhésion

Le professeur Dusan Sidjanski, des HEJ à Genève, déplore l'incessant recours à la notion de «mauvais moment»

Le Temps 27/2/2001

L'initiative des jeunes a le grand mérite d'avoir ranimé le débat sur le rôle de notre pays en Europe. Ce débat coïncide avec la question sur la finalité de l'Union européenne et sur la constitution d'une fédération européenne qui est au centre des préoccupations de plusieurs pays membres de l'Union. Dès à présent, l'initiative constitutionnelle est soutenue par l'Allemagne et la France. Depuis la Conférence de Nice, il apparaît clairement que l'Union, à la veille de son élargissement, est appelée à renforcer son noyau fédérateur. Aussi a-t-elle amorcé sa mutation qui, pour éviter la dilution et la paralysie intergouvernementale, vise à généraliser la méthode communautaire et à inciter certains pays à s'engager dans la voie suisse, c'est-à-dire fédérale. Hélas, ce processus risque fort de se développer en l'absence de la Suisse. En effet, si l'on en croit le Conseil fédéral, il se pressera lentement, ne prévoyant l'ouverture des négociations d'adhésion qu'au cours de la prochaine législature, soit entre 2003 et 2007.

---

## L'attachement à l'approche bilatérale et sectorielle n'apporte qu'une réponse partielle au problème de l'avenir de notre pays

---

Une fois de plus, sans avoir participé à la refondation de l'Union, la Suisse sera confrontée à des conditions nouvelles: à présent déjà, l'euro et la Banque centrale européenne, la politique étrangère et de sécurité commune, la politique de sécurité et de défense, Schengen modifient les conditions d'adhésion. Le train est en marche, quand déciderons-nous d'y monter? A ce rythme, la Suisse sera-t-elle prête ou jugera-t-on à chaque étape que l'adhésion est prématurée? Quel Etat membre était prêt au moment de son adhésion? Les six pays fondateurs de la Communauté européenne n'étaient de toute évidence pas prêts pour cette grande aventure. Et le Royaume-Uni, la Grèce ou le Portugal. Ou encore les candidats actuels à l'adhésion. La Suisse n'est pas un cas exceptionnel si ce n'est dans le sens que c'est sans aucun doute le pays «candidat en veilleuse» le mieux préparé et le plus «eurocompatible».

Comme le constate le conseiller fédéral Pascal Couchepin, les négociations et l'adhésion impliquent une discussion hautement politique. Après tant d'atermoiements de la part de nos dirigeants politiques, pourquoi s'étonnent-ils que les jeunes Suisses aient pris l'initiative de les bousculer s'agissant de leur avenir et de les obliger d'entrouvrir le débat. Si les sondages ne sont pas comparables à un vote, ils sont un moyen d'ausculter la

société. Or ils nous apprennent que les jeunes et les Suisses en âge de responsabilités (18 à 34 et 35 à 54 ans) sont les plus nombreux à exprimer leur intention de voter oui (48 et 47%) et les plus âgés les plus enclins à voter non (57%). Ces clivages de générations sont des signes de changements en cours quant aux attitudes des nouvelles générations et, peut-être, quant à leur engagement politique. Leur initiative témoigne de la santé de notre démocratie.

Il est frappant que ce débat qui porte sur l'avenir du pays se concentre sur les détails qui à force d'être répétés cachent l'enjeu essentiel: le rôle de la Suisse en Europe et dans la promotion d'une approche fédérale. Mais aussi son avenir est le coût de la non-Europe. Faut-il rappeler que nous avons bénéficié de la paix entre nos voisins qui tous se sont engagés dans le processus d'intégration? La paix n'est jamais définitivement acquise, elle doit être constamment cultivée et consolidée. Les conflits récents sont là pour nous rappeler que la paix est une valeur fragile. C'est la raison qui a conduit l'Union à se doter d'instruments de politique extérieure, de sécurité et de prévention de conflits. La Suisse a également tiré profit du poids de négociation de l'Union européenne dans l'OMC et autrefois dans le GATT pour faire valoir ses intérêts qui de surcroît sont proches de ceux de l'Union. Il en va de même à propos de la vague de mondialisation face à laquelle l'Union européenne est la meilleure garantie des valeurs européennes, de l'identité et de la diversité de ses membres et, par conséquent, de ses voisins et proches partenaires. Personne ne peut contester le fait que l'Union non seulement n'a pas gommé les différences mais qu'elle a aussi permis aux Etats membres, grands, moyens ou petits, de poursuivre avec l'aide de la Commission l'intérêt européen général tout en laissant s'épanouir les personnalités propres des pays ainsi que des régions.

Cependant, le coût du manque d'Europe pour les Suisses s'est fait cruellement sentir lors de la crise des fonds en déshérence. Nous avons tous en mémoire vive l'isolement auquel nous avons été exposés face aux revendications des associations juives américaines et au gouvernement américain. A plusieurs reprises tel ou tel membre de la task force a exprimé en privé le regret de ne pas pouvoir s'appuyer sur l'Union européenne. En effet on ne peut s'empêcher de se demander quel pays membre de l'Union dont les responsabilités sont comparables ou supérieures à celles de la Suisse a été pareillement maltraité. Or, face au Goliath, David esseulé a payé cher sur le plan matériel mais surtout moral. L'image de la Suisse et des Suisses dans le monde a grandement souffert. [...] L'attachement à l'approche bilatérale et sectorielle n'apporte qu'une réponse partielle au problème de l'avenir de notre pays. Quant à l'Alleingang c'est une illusion coupable. [...]